



L'Economiste

Comprendre l'économie

Bulletin Economique

CIRCUIT ET AGENTS ECONOMIQUES APPLIQUES A LA HAUSSE DES SALAIRES

« *Théorie & Analyse économique* »

- 15 Juin 2015 -

L'ECONOMISTE

France

Tel: +33.(6).98.70.49.15 - Fax: +33.(8).26.99.74.01 - Email: contact@leconomiste.eu

www.leconomiste.eu

- THEORIE ECONOMIQUE -

La science économique se définit comme étant l'étude des mécanismes de production, de répartition, d'échange et de consommation des richesses. Ces différentes activités sont réalisées par plusieurs types d'agents économiques dont l'articulation de leurs relations mutuelles peut être synthétisée visuellement au sein de ce qu'il convient d'appeler un circuit économique.

AGENTS ECONOMIQUES

Un ménage se définit comme un ensemble d'individus partageant une même résidence, indépendamment des liens qui les unissent (familiaux, amicaux, professionnels, etc.).

Une entreprise est une organisation qui vend des biens (produits matériels. Ex : voiture) et des services (produits immatériels. Ex: coupe de cheveux) dans le but de réaliser des bénéfices.

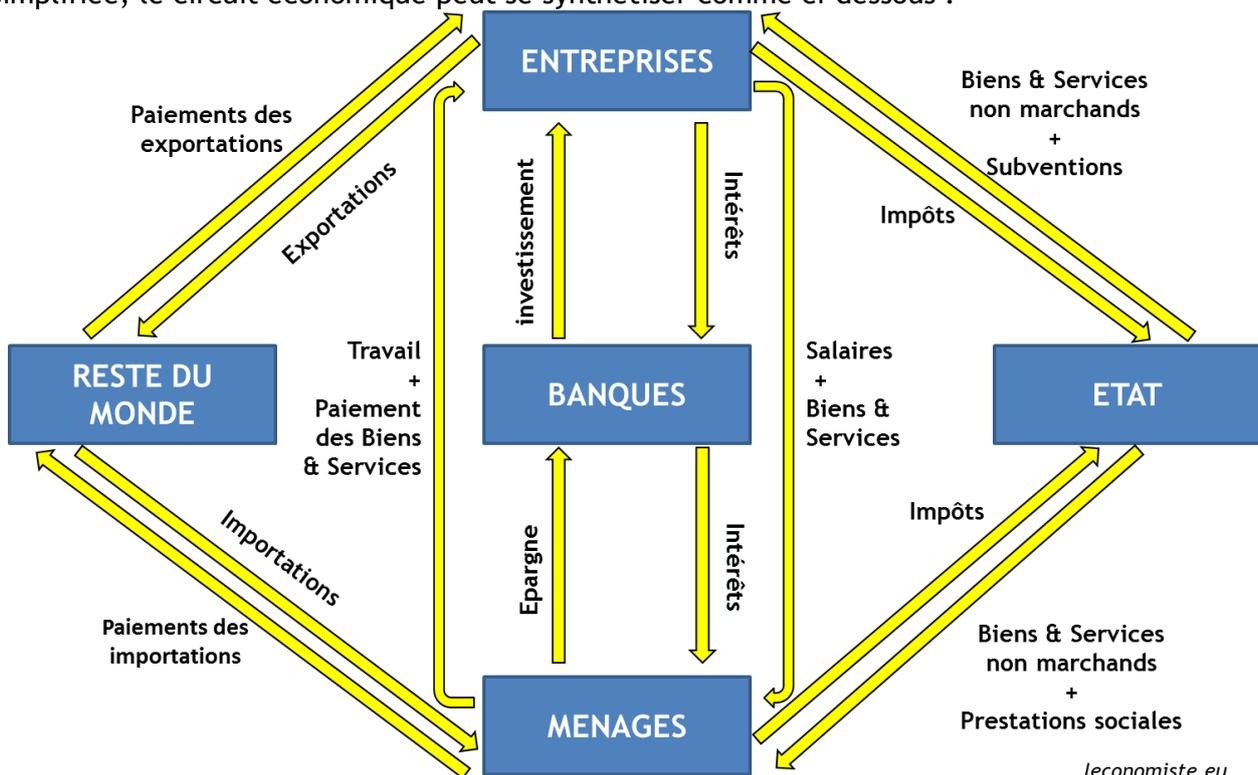
L'Etat et les administrations publiques produisent des biens et services non marchands (c'est-à-dire sans but lucratif) et effectuent des opérations de redistribution (ex : défense nationale).

Les institutions financières (banques) procurent des services financiers. Elles sont chargées de collecter l'épargne, d'accorder des crédits et de mettre en circulation des moyens de paiement. Elles sont aussi des entreprises car elles vendent des services. Toutefois, elles sont distinctes car, par nature et contrairement aux entreprises, l'argent est l'objet même de leur activité.

Le reste du monde correspond à tous les pays extérieurs au pays étudié. Ne pas prendre en compte le reste du monde reviendrait à raisonner en économie « fermée », c'est-à-dire qui fonctionne en autarcie totale sans relations avec l'extérieur. Cette vision serait erronée dans un cadre mondialisé et globalisé, c'est pourquoi il convient de raisonner en économie « ouverte » (prise en compte de l'étranger). Même la Corée du Nord, qui est le pays le plus replié sur lui-même, entretient des relations économiques avec l'étranger (Chine, Corée du Sud et Inde).

CIRCUIT ECONOMIQUE

Le circuit économique synthétise les interactions entre les agents économiques. L'activité économique s'exprime au travers de flux réels (biens, services, travail, importations, exportations) et monétaires (échange de monnaie), de sorte qu'un flux réel se réalise toujours en contrepartie d'un flux monétaire. Toutefois, nous éviterons ici la distinction entre les différents types de flux pour ne pas surcharger le circuit et le laisser intelligible. Dès lors, dans sa présentation la plus simplifiée, le circuit économique peut se synthétiser comme ci-dessous :



FONCTIONNEMENT DU CIRCUIT ECONOMIQUE

Le "cœur" du système économique correspond aux banques qui créent la monnaie. Contrairement à l'idée communément admise dans le discours public selon laquelle "les dépôts bancaires permettent les crédits", c'est en réalité l'inverse qui se passe. En effet, selon l'expression consacrée: *les crédits font les dépôts* et sont à l'origine de l'essentiel de la création monétaire. Il est important de comprendre cette nuance car elle explique le rôle fondamental des banques dans l'économie. L'idée sous-jacente est que la monnaie créée par les banques naît des crédits que celles-ci accordent aux agents économiques. Les banques tirent leur rémunération grâce à leur activité de création monétaire : en contrepartie des sommes prêtées pour investir ou consommer, les entreprises et les ménages payent des intérêts aux banques.

Les entreprises créent ensuite les richesses qui se répandent dans l'ensemble de l'économie. Elles utilisent les prêts contractés auprès des institutions financières pour pouvoir investir et embaucher. Les investissements permettent (1) d'acheter du matériel (ou des services) auprès d'autres entreprises en contrepartie d'un paiement monétaire et (2) d'embaucher du personnel en échange d'un salaire. Les entreprises embauchent pour pouvoir produire des biens et des services qui seront ensuite vendus contre le versement d'une somme d'argent. Grâce à l'activité économique des entreprises, les ménages peuvent consommer et adresser à leur tour une demande aux entreprises qui pourront ainsi rembourser leur crédit bancaires, et ainsi de suite.

Les ménages fournissent leur force de travail aux entreprises en échange d'un salaire. Le revenu total des ménages est composé des revenus du travail (salaire), de la redistribution (prestations sociales), et des revenus du patrimoine (dividendes, intérêts, loyers...). Les ménages ne consommant pas la totalité de leur revenu peuvent épargner la partie restante auprès des banques. Les ménages ont principalement quatre rôles : (1) ils fournissent la main d'œuvre pour le fonctionnement des entreprises, (2) ils adressent une demande pour que les entreprises puissent écouler leur production, (3) ils financent l'Etat au travers des impôts et taxes, et enfin (4) leur épargne permet de financer l'économie si elle est correctement orientée.

L'Etat se finance par des prélèvements qu'il redistribue ensuite selon des choix politiques.

- 1) Le budget de l'Etat correspond au montant des prélèvements obligatoires qui se composent d'impôts directs (impôt sur le revenu, etc.) ou indirects (droits de douanes, etc.), de taxes (TVA-Taxe sur la Valeur Ajoutée, etc.) et de cotisations (cotisations salariales, etc.).
- 2) Grâce à ce budget, l'Etat fournit des biens et services non marchands (éducation, sécurité, infrastructures,...) aux entreprises et aux ménages. Il peut également redistribuer une partie des sommes collectées sous forme de prestations sociales aux ménages (assurance chômage, santé,...) et aux entreprises (aide à la création d'entreprise,...).
- 3) Certains Etats dépensent plus que ce que le montant des prélèvements ne le permet. L'Etat doit alors recourir à l'endettement. La dette n'est pas intrinsèquement mauvaise si elle finance des investissements d'avenir permettant, dans un second temps, d'augmenter la croissance et donc les rentrées fiscales. En revanche, le financement de l'Etat par la dette est délétère quand celle-ci finance les dépenses de fonctionnement (rémunération des fonctionnaires, etc.). Dans ce cas, la taille de l'Etat est surdimensionnée (part des dépenses publiques dans le PIB trop élevé) et pèse sur la croissance potentielle du pays.
- 4) L'Etat est sensé prendre en charge les fonctions régaliennes (Armée, Police, Justice). Selon les pays et leur histoire, les charges dévolues à l'Etat varient. Plus les charges dévolues à l'Etat sont amples, plus le financement de l'Etat est problématique, plus il est source de dérapage budgétaire, et plus les arbitrages deviennent davantage politiques qu'économiques.

Le reste du monde concerne les interconnexions commerciales du pays avec l'étranger. Le schéma met en avant les exportations de biens et de services vers l'étranger. En contrepartie de ces exportations, les entreprises reçoivent un paiement monétaire. Parallèlement, les ménages et les entreprises achètent des biens et des services à l'étranger sous forme d'importations en échange du versement d'une quantité d'argent.

Le circuit économique permet de souligner les interconnexions entre les différents acteurs du système économique d'un pays. Toute modification en un point du circuit économique se répercute sur l'ensemble du système. Néanmoins, l'agent économique principal demeure les institutions financières par lesquelles la création monétaire s'effectue, puis les entreprises grâce auxquelles la création de richesse se matérialise pour ensuite se diffuser au reste de l'économie.

- ANALYSE ECONOMIQUE -

Le circuit économique permet de souligner les effets attendus ou escomptés d'un changement dans l'environnement économique d'un pays. Il ne permet pas de quantifier ces effets mais il met en exergue les avantages et les inconvénients, ainsi que les effets en chaîne. Le discours politique présente parfois la hausse des salaires comme une solution pour assurer la prospérité économique. Si cette mesure peut intuitivement apparaître comme allant dans le bon sens, la réalité économique est plus complexe. En effet, les conséquences économiques positives de court terme d'une telle mesure sont moindres que les aspects négatifs de moyen et long terme.

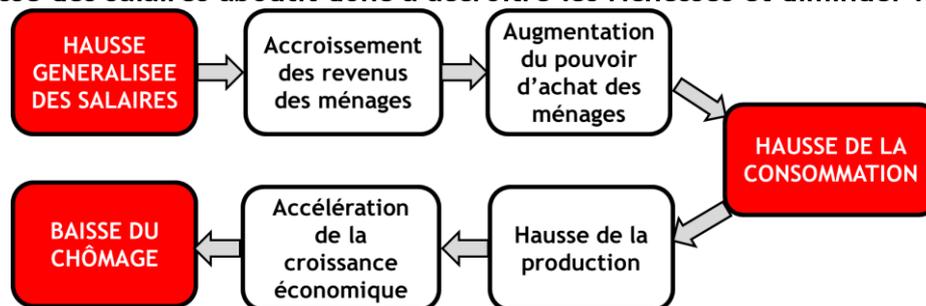
IMPACTS POSITIFS DE LA HAUSSE DES SALAIRES

La hausse généralisée des salaires fait généralement suite à une décision politique. Le gouvernement n'a pas le pouvoir d'augmenter directement l'ensemble des salaires nationaux, mais il peut les influencer en revalorisant le salaire minimum (quand il existe) ou celui des fonctionnaires. Ensuite, c'est mécaniquement l'ensemble de l'échelle des salaires d'un pays qui s'en trouve augmentée à plus ou moins court terme, afin de conserver les différences salariales.

La hausse des salaires augmente le pouvoir d'achat des ménages. A court terme, l'inflation n'augmente pas et donc la consommation peut s'accroître car les ménages achètent davantage.

Le but recherché est que la hausse de la consommation entraîne un "cercle vertueux". L'augmentation de la consommation des ménages constitue une incitation pour les entreprises à développer la production de biens et services. Dès lors, les entreprises enregistrent une hausse des bénéfices réalisés. Elles peuvent ainsi investir, embaucher et augmenter les salaires.

Ainsi, la hausse des salaires aboutit donc à accroître les richesses et diminuer le chômage :



IMPACTS NEGATIFS DE LA HAUSSE DES SALAIRES

Bien qu'attrayant, le schéma ci-dessus est invalidé dans la pratique. Un raisonnement succinct permet de comprendre pourquoi ce processus est en réalité une fausse bonne idée:

- 1) Augmenter les salaires présente apparemment deux avantages majeurs. Tout d'abord, cela permet de relancer la croissance et de diminuer le chômage rapidement, efficacement et sans effets pervers. Enfin, c'est une mesure payante politiquement car la population accueille toujours favorablement une hausse des salaires. Ainsi, la décision d'augmenter les salaires est à la fois rentable économiquement et politiquement.
- 2) Toutefois, si ce mécanisme économique est si avantageux, pourquoi cette solution n'est pas appliquée en permanence et partout dans le monde ? Un dirigeant politique qui mènerait cette politique serait garanti d'assurer sa réélection *ad vitam aeternam*. En effet, il assurerait ainsi sans peine et à coup sûr la prospérité économique de son pays et la satisfaction populaire. La raison pour laquelle cette politique est invalidée dans la pratique est simple : les effets positifs sont de courte durée, et très vite les effets pervers apparaissent, dégradant ainsi encore plus la situation économique générale.

La hausse généralisée des salaires augmente le niveau général des prix. Une des raisons principales est liée au fait que les entreprises voient le coût de production augmenter à cause de la hausse des salaires. Dès lors, les entreprises augmentent leurs prix de vente car : (1) elles répercutent la hausse du coût de production sur les prix de vente afin de conserver leurs marges (ou minimiser la baisse) ; (2) elles anticipent une hausse du pouvoir d'achat et de la demande des consommateurs, les entreprises augmentent donc par conséquent leurs prix de vente pour bénéficier de cet argent supplémentaire en circulation (loi de l'offre et de la demande). La combinaison de ces phénomènes aboutit à augmenter le niveau d'inflation du pays.

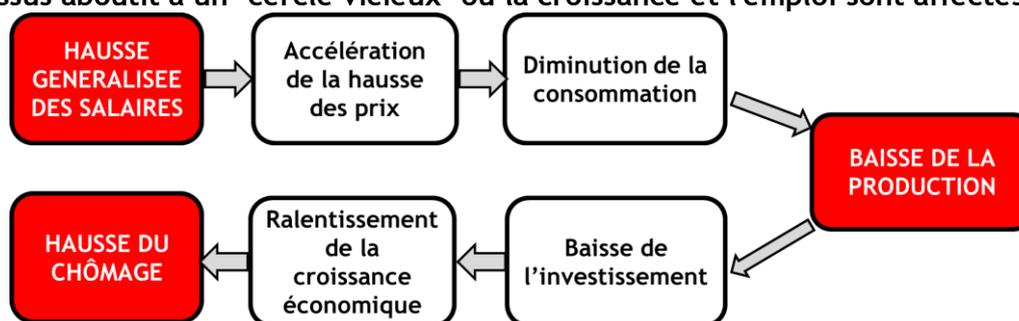
La hausse de l'inflation entraîne une diminution de la production. La consommation des ménages avait initialement augmenté grâce au surplus de pouvoir d'achat engendré par la hausse initiale des salaires. Toutefois, dans un second temps, dès que le niveau général des prix augmente, le pouvoir d'achat et la consommation des ménages diminuent. Le résultat est une baisse de la demande et une adaptation de la production des entreprises en conséquence.

L'adaptation à la baisse de la production des entreprises diminue l'activité économique. Au lieu de produire, les entreprises préfèrent écouler leurs stocks. Leurs chiffres d'affaire et leurs bénéfices chutent. Elles ne peuvent plus investir et ajustent le nombre d'employés au niveau d'activité en licenciant. Le tout aboutit à une diminution généralisée de l'activité économique.

La baisse de l'activité fragilise l'ensemble des agents économiques nationaux.

- 1) Le nombre de ménages et d'entreprises en difficultés s'accroît. Les faillites d'entreprises et le chômage entraînent une augmentation du nombre de crédit non-performants, autrement dit de prêts qui ne sont pas remboursés. Les banques enregistrent une hausse du nombre de créances douteuses, c'est-à-dire du nombre de prêts étant susceptibles de ne pas être remboursés.
- 2) L'accès au crédit pour les entreprises et les ménages devient de plus en plus difficile. En effet, pour se prémunir contre le risque de crédits non-performants, les banques durcissent les conditions d'emprunt et demandent des taux d'intérêts plus élevés pour privilégier les emprunteurs les plus sûrs.
- 3) L'Etat voit les rentrées fiscales directes et indirectes diminuer. Le déficit budgétaire de l'Etat se creuse et ses moyens pour aider les entreprises et les ménages diminuent.

Le processus aboutit à un "cercle vicieux" où la croissance et l'emploi sont affectés :



PRISE EN COMPTE DU RESTE DU MONDE

A l'ère de la mondialisation, un pays ne peut pas raisonnablement fonctionner en autarcie. Dès lors, il faut ajouter le reste du monde dans l'analyse sur les effets d'une hausse des salaires.

La hausse des salaires diminue les exportations. En effet, les biens et services du pays deviennent plus chers à produire, ce qui se répercute sur le prix de vente. En devenant plus chers, les produits s'avèrent moins compétitifs et les recettes tirées des exportations diminuent.

La hausse des salaires augmente les importations. La hausse de la consommation des ménages à court terme augmente la demande globale. Toutefois, ce surplus de demande ne s'adresse pas uniquement aux producteurs nationaux. Les pays étrangers bénéficient également de cette hausse de la demande. Les prix des biens nationaux devenant plus chers et moins compétitifs, les consommateurs privilégient les biens importés moins chers.

La baisse des exportations et la hausse des importations détériorent la balance commerciale. Cette détérioration est d'autant plus prononcée quand la consommation des ménages se porte sur des produits fabriqués à bas coûts principalement fabriqués à l'étranger comme en Chine.

Le circuit économique fournit une grille de lecture efficace pour anticiper les impacts liés à une évolution de l'environnement économique d'un pays. Dans le cas d'espèce d'une hausse généralisée des salaires, il est possible d'anticiper deux effets opposés. D'aucuns défendent l'idée selon laquelle une hausse des salaires peut enclencher un cercle vertueux permettant de stimuler la croissance et de diminuer le chômage. Toutefois, il apparaît que ce mécanisme est fallacieux car une hausse intempestive des salaires faisant fi des fondamentaux économiques engendre un cercle vicieux qui aboutit à l'effet inverse de celui escompté.